



Communiqué du Pôle Écologiste Audonien, le 4 février 2025

Nous, élu·es écologistes, avons **découvert, hier soir, via les réseaux sociaux, l'existence d'un arrêté municipal prévoyant le retrait de nos délégations.**

De la même manière, nous avons appris qu'un vote portant sur ces **retraits s'était tenu le 18 décembre**. À aucun moment nous n'avons été informé·es de cette réunion ni du vote qui s'ensuivit.

Le communiqué diffusé sur les réseaux sociaux (Facebook) a ensuite été supprimé de la page de la ville, puis certains élu·es l'ont relayé sur leurs comptes personnels. Nous sommes inquiét·es de cette gouvernance de l'exécutif municipal et de cette communication chaotique, qui soulèvent de sérieuses questions quant au fonctionnement de la municipalité.

Cette situation soulève plusieurs points troublants :

- 1. Comment se fait-il que des élu·es de la République apprennent le retrait de leurs délégations sur les réseaux sociaux ?**
- 2. Pourquoi ce retrait, voté en décembre, n'a-t-il été officiellement acté qu'un mois et demi plus tard ?**
- 3. Comment expliquer que nous ayons continué à exercer nos fonctions tout au long des mois de décembre et janvier (réunions, inaugurations, astreintes, mariages) sans que ni nous ni les services municipaux ayons été informé·es de cette décision ?**

Par ailleurs, nous **démentons** :

- 1. Que la charte « Réinventons Saint-Ouen » stipule qu'une abstention lors d'un vote conduit au retrait des délégations.** Nous la rendrons publique afin que les citoyen·nes le constatent par eux-mêmes.
- 2. Que des élu·es écologistes aient voté en faveur du retrait de nos délégations.** Ce propos est calomnieux et vise l'une de nos collègues. Nous avons saisi notre parti, Les Écologistes, qui prendra contact avec le Secrétaire Fédéral du Parti Socialiste pour obtenir des explications sur cette situation et sur cette déclaration mensongère.

Quelles que soient les manœuvres politiciennes du maire et des élu·es qui l'accompagnent, nous restons pleinement mobilisé·es aux côtés des audonien·nes. Nous poursuivrons notre engagement pour une ville plus écologique, plus démocratique et plus solidaire.